



SÉMINAIRE EAU & URBANISME

Gestion de l'eau en milieu urbain pour des villes résilientes

Mercredi 13 mai 2026 au Forum da Vinci à Luxembourg

L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) et l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI), en collaboration avec CELL ont organisé ce séminaire dans le cadre du 4^e cycle de gestion de la directive-cadre sur l'eau. L'objectif était de trouver des réponses à l'Enjeu 3 du document des questions importantes pour le 4^e cycle de gestion de l'eau « Favoriser une utilisation plus durable de l'eau dans les contextes démographiques et climatiques actuels ». 75 personnes du milieu professionnel architecture, urbanisme, ingénierie de l'eau – à la fois d'institutions publiques que de bureaux d'études – ont participé à cette matinée enrichissante.

Après une introduction par Marc Hans, directeur de l'AGE, Claude Belche et Michaël Havert de l'OAI ont présenté des concepts clé et l'équipe de l'AGE (Claude Meisch, Nabila Adjaoud, Stéphanie Smit et Yves Rauen) ont cadré le contexte et les défis principaux.

La matinée s'est poursuivie par un panorama de neuf interventions inspirantes couvrant le conciliation entre développement communal et gestion de l'eau (Guy Wester, Syvicol), la vision territoriale (Robert Wealer, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire), l'intégration de l'eau dans les PAG/PAP (Claude Schuman, Ministère de l'intérieur), le traitement des eaux usées (Roland Schaack, ALUSEAU), des inspirations allemandes sur le drainage (Mark Bailey, Inca/OAI), l'approvisionnement durable en eau potable (Jeannot Schroeder, Sweco), la prévention des crues (Claude Schortgen, AGE), et des retours d'expérience sur des projets concrets luxembourgeois (Neischmelz avec Michel Gira du Fonds du Logement, Metzeschmelz avec Pierre Karst d'Agora, Rout Lëns avec Rebecca Fagot de la Ville d'Esch-sur-Alzette). Après une pause-café, les participants se sont répartis entre les tables thématiques, et finalement l'évènement s'est clôturé avec les perspectives et un networking drink.

Le présent résumé synthétise les discussions principales par atelier :

Eau potable : Le faible coût de l'eau freine les investissements dans la réutilisation et favorise le gaspillage. Les participants proposent une tarification progressive, un *smart metering* accessible aux citoyens et aux communes, ainsi qu'une harmonisation nationale des données. La mise en œuvre nécessite une volonté politique forte, des outils législatifs et une communication valorisant l'eau comme ressource vitale.

Planification et infrastructures : La tension entre développement public et privé, l'artificialisation des sols et la difficulté d'intégrer de nouvelles méthodes dans les quartiers existants constituent les obstacles majeurs. Les leviers identifiés incluent une meilleure coordination dès la conception des projets (souvent sous responsabilité communale), des solutions décentralisées (toitures vertes, bassins à ciel ouvert) et des initiatives institutionnelles comme la Cellule de facilitation urbanisme et environnement (CFUE), la Cellule d'information pour la politique urbaine (CIPU) et le nouveau règlement national des bâtisses.

Assainissement 1 : L'augmentation des exigences normatives et l'intégration trop tardive de la gestion de l'eau dans les projets génèrent complexité et surcoûts. Les recommandations visent à intégrer l'eau dès l'amont,

garantir des honoraires dédiés, dépasser la logique du tout-canalisation et renforcer la résilience par la décentralisation face aux risques géostratégiques.

Assainissement 2 : Le Luxembourg accuse un retard européen et manque de projets innovants locaux, avec une forte tension entre besoin de logement et espaces requis pour les solutions fondées sur la nature. Les leviers proposés sont des subventions renforcées, une taxe sur l'imperméabilisation, une réglementation plus exigeante et le développement de projets pilotes.

Mobilisation des acteurs : La fragmentation des responsabilités, le cloisonnement et la déresponsabilisation freinent l'action collective. Un changement de paradigme est nécessaire, passant par des processus participatifs, un financement basé sur le cycle de vie, plus de moyens humains dans les administrations et un apprentissage collectif entre tous les acteurs.

Conclusion Générale

Ce séminaire a mis en évidence que la gestion durable de l'eau en milieu urbain nécessite **une approche intégrée et transversale**, reliant technique, réglementation, financement et mobilisation sociale. Les principaux freins restent la fragmentation des responsabilités, le manque de temps pour approfondir les sujets, et la difficulté d'impliquer le secteur privé. Les pistes de solution convergent vers :

1. Plus de **concrétisation pratique** avec projets pilotes
2. Un cadre réglementaire renforcé avec incitations financières
3. Une meilleure **coordination interinstitutionnelle** dès la conception
4. Un **changement culturel** valorisant l'eau comme ressource essentielle

La forte motivation affichée pour poursuivre les échanges suggère que ces recommandations pourront être développées dans des ateliers ultérieurs et un forum digital dédié.

Synthèse du feedback des participant.e.s :

1) Ce qui a plu : Les participants ont particulièrement apprécié la diversité des intervenants et des profils professionnels présents, favorisant des échanges interdisciplinaires riches dans une ambiance conviviale. Les exemples concrets (notamment luxembourgeois), la variété des sujets liés à l'eau et les formats interactifs comme le café participatif et la table ronde ont aussi été très salués.

2) Ce qu'il aurait fallu davantage : Le souhait le plus récurrent est d'avoir **plus de cas concrets et de projets réalisés**, notamment en matière de rétention d'eau et de solutions d'aménagement à petite échelle, au détriment d'approches trop théoriques ou globales. Plusieurs regrettent également un temps trop court pour approfondir les présentations et l'absence de perspective du secteur privé (promoteurs, entreprises de construction).

3) Recommandations pour la suite : Les participants recommandent d'organiser le séminaire sur **une journée entière** vu la complexité des sujets, avec **moins d'intervenants mais des présentations plus longues et détaillées**, orientées projet. Ils souhaitent aussi des conférences spécialisées par métier, l'invitation d'experts internationaux, des visites de projets exemplaires, ainsi qu'un retour des propositions aux décideurs politiques et l'implication de tous les acteurs, y compris les promoteurs immobiliers.

4) Autres retours : Le buffet et les tables rondes finales ont été très bien accueillis ; certains proposent de créer un forum digital pour poursuivre les échanges entre les séminaires.